



**Le SYNTEF-CFDT se mobilise pour défendre
la Fonction Publique, le Service Public et les agents du
Ministère du Travail.**

Tous en grève le 09 mai !

Depuis 2018, la **CFDT** participe à la concertation engagée par le gouvernement sur l'avant-projet de Loi de « Transformation de la Fonction Publique ».

Durant plus d'une année, nous avons refusé d'adopter la politique de la « chaise vide », contrairement à la plupart des Organisations Syndicales.

Cette négociation a été utile, elle a permis de faire évoluer positivement l'avant-projet de loi grâce à nos 30 amendements : égalité professionnelle, encadrement des départs volontaires, limitation des mesures relatives au mérite individuel !

Mais si la CFDT propose, elle s'oppose fermement sur quatre dispositions du texte adopté en Conseil des ministres le 27 mars 2019 :

- + L'élargissement massif au recours aux contractuels,
- + La mise en œuvre d'un contrat de mission d'une durée de six ans non renouvelable,
- + La fusion des Comités Techniques et des CHSCT qui se traduirait par une moindre prise en charge des questions primordiales de Santé au Travail,
- + La suppression de la compétence des Commissions Administratives Paritaires (CAP), notamment sur les promotions et les mutations.

La CFDT a donc voté contre le projet de loi lors du Conseil Commun de la Fonction Publique le 15 mars 2019 !

- Ce projet marque un recul très net du Statut Général de la Fonction Publique qui garantit la neutralité, l'indépendance et la continuité du Service Public nécessaire au fonctionnement des Services du Ministère du Travail !
- Il mène à un appauvrissement du dialogue social. Il conduit en outre à un recul de la qualité du Service Public, alors même que les services du Ministère du travail ont une mission essentielle de cohésion sociale et territoriale.

Le SYNTEF-CFDT appelle tous les agents du Ministère du Travail, fonctionnaires et contractuels, à une journée nationale d'actions et de mobilisation - et à la grève le jeudi 9 mai 2019.

Soyons nombreux dans les manifestations !

Ensemble, nous devons défendre les services du Ministère du Travail et ses agents, toujours moins nombreux, qui sont aujourd'hui attaqués par le projet du Gouvernement.

C'est l'affaire de tous, des agents publics bien sûr, mais aussi des salariés du privé et de tous les citoyens qui utilisent dans leur vie quotidienne nos services !